

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
81013 ALBI Cedex 09

ALBI, le 06/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS PROMETER

Espeilhac
12220 Roussennac

Références : 12-DECHETS-2023-33
Code AIOT : 0006810966

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement SAS PROMETER implanté lieu-dit Sangayrac parcelles section AO 106,111,120,121 12220 Montbazens. L'inspection a été annoncée le 12/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS PROMETER
- lieu-dit Sangayrac parcelles section AO 106,111,120,121 12220 Montbazens
- Code AIOT : 0006810966
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS PROMETER est autorisée à exploiter son unité de méthanisation par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 2017 (n°12-2017-03-15-0025).

Libérée de tout recours en 2019, l'unité de méthanisation a été mise en service en février 2022 avec l'apport des premières matières entrantes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention des émissions de gaz.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8, alinéas 8 et suivants	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Épuration du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27 bis	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Épuration du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27 bis (suite)	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 37	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Composition du biogaz et prévention de son rejet	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 7.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10	/	Sans objet
3	Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 25	/	Sans objet
4	Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26	/	Sans objet
7	Canalisations, dispositifs d'ancrage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 33	/	Sans objet
8	Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34	/	Sans objet
9	Zones à atmosphères explosives (ATEX)	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale « Méthanisation – limitation des fuites ».

L'action a consisté en un contrôle par sondage des dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10/11/2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation.

La visite d'inspection a mis en évidence six non-conformités.

Pour quatre d'entre elles, il est proposé une lettre de suite préfectorale. Pour les deux autres, il est proposé à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8, alinéas 8 et suivants
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
Prescription contrôlée : Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment : [...] -les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; [...] L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de consigne relative aux mesures à prendre en cas de fuite notamment du biogaz. Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettre cette consigne à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
Prescription contrôlée : L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article. [...] Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes. [...]
Constats : Selon les documents techniques présentés lors de l'inspection, l'installation de méthanisation est équipée d'une torchère de la marque ENNOX asservie à la pression. La pression de service de la torchère est comprise entre 10 et 100 mbar.

La pression d'ouverture des soupapes est de 4,5 mbar en surpression et 1 mbar en dépression. La torchère est munie d'un arrête-flamme de la marque CASHCO (modèle 6B00) conçu selon la norme NF EN ISO 16852.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Phase de démarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.</p> <p>Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par le présent arrêté et par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer que les contrôles d'étanchéité avaient été réalisés avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Le 18/09/2023 puis le 22/09/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection par mail les procès-verbaux des contrôles d'étanchéité qui se sont avérés concluants.</p> <p>L'installation a été mise en service en février 2022.</p> <p>Les dossiers techniques établissant la conformité de l'installation aux conditions fixées par l'arrêté ministériel du 10/11/2009, et par l'arrêté préfectoral d'autorisation ont été transmis respectivement en mai 2022 et octobre 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Phase de démarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.</p> <p>Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.</p>

Constats : L'exploitant a présenté un plan de prévention spécifique aux phases de démarrage/redémarrage. L'exploitant précise qu'à ce jour aucune vidange de digesteurs n'a été réalisée mais qu'un plan de prévention spécifique sera établi le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Épuration du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
Prescription contrôlée : Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à : [...] <ul style="list-style-type: none"> – 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm³/h. À compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit. [...]
Constats : La capacité de production de biométhane est de 600 Nm ³ /h. Le système d'épuration du biogaz mis en place sur l'installation est un système d'épuration par adsorption par inversion de pression de la marque GASEO. Selon le fournisseur, l'émission de méthane dans les gaz d'effluents est limitée à 2,99 % en volume du biométhane produit. L'exploitant précise qu'une réflexion est en cours avec le fournisseur pour répondre à la réglementation sans proposer de délai pour un retour à la conformité. Selon les conditions d'application de l'arrêté ministériel, le délai de mise en conformité de l'installation au présent article était le 01/07/2022. Il est proposé à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions du présent article dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Épuration du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27 bis (suite)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
Prescription contrôlée : [...]

Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.
Constats : L'évaluation annuelle de l'émission du méthane dans les gaz d'effluents n'a pas été réalisée par l'exploitant. L'exploitant transmettra dans un délai d'un mois le justificatif de l'évaluation annuelle de l'émission de méthane dans les gaz d'effluents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Canalisations, dispositifs d'ancrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
Prescription contrôlée : Les canalisations, la robinetterie et les joints d'étanchéité des brides en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion. [...]
Constats : Selon les fiches techniques consultées par sondage lors de l'inspection, les équipements en contact avec des produits soufrés sont insensibles à la corrosion. Ils sont principalement en inox et en matériaux composites (résine époxy renforcée par des fibres de verre) comme constaté lors de la visite d'inspection du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
Prescription contrôlée : Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). [...] Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.
Constats : Aucun raccord de tuyauteries de biogaz ou de biométhane n'est positionné dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes. L'exploitant a transmis par mail le 19/09 les documents justifiant la tenue au gel des conduites de

biogaz et du système de condensation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.</p> <p>Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...).</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a identifié et reporté sur un plan les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive.</p> <p>L'inspection a pu constater sur site que ce risque est signalé au droit des dites zones.</p> <p>Seul le conteneur abritant le dispositif d'épuration du biogaz est identifié comme zone confinée. Il est équipé d'un détecteur fixe de CH₄ (cf. constat suivant) et muni d'une alarme visuelle et sonore.</p> <p>Le site dispose de deux groupes électrogènes pour assurer l'alimentation de secours des dispositifs de ventilation et de sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant a présenté les contrats relatifs à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 37

Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux. [...]
Constats : Le local concerné par une éventuelle accumulation du biogaz en cas de fuite est le conteneur abritant le système d'épuration du biogaz. Il dispose d'un système de surveillance par détection de CH ₄ , H ₂ S dont la dernière vérification a été réalisée le 11/05/2023 selon la fiche d'intervention présentée. L'exploitant confirmera dans un délai d'un mois que le système de surveillance est en mesure de contrôler le monoxyde de carbone.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Composition du biogaz et prévention de son rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
Prescription contrôlée : Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH ₄ et H ₂ S du biogaz produit est mesurée au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. L'arrêté préfectoral fixe la périodicité de cette mesure, qui est au minimum quotidienne, et, le cas échéant, les paramètres devant faire l'objet d'analyses complémentaires.
Constats : La teneur en CH ₄ et H ₂ S du biogaz est mesurée en continu à l'entrée et à la sortie de l'épurateur avant injection. L'exploitant n'a pas présenté le justificatif du dernier contrôle de l'équipement de mesure de la teneur. Il transmettra dans un délai d'un mois le rapport du dernier contrôle de l'équipement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 7.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou

suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement (a minima annuellement) par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

[...]

Constats :

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de vérification électrique.

Il a été transmis le 18/09/2023.

La vérification électrique initiale a été réalisée par la société SOCOTEC en date du 15/11/2022.

Il est indiqué dans le rapport qu'« *en l'absence de certains éléments de dossier à fournir au vérificateur, d'impossibilité de mise hors tension ou d'inaccessibilité à certaines installations, le chef d'établissement est considéré comme n'ayant pas fait procéder à la totalité d'une vérification dont le contenu est fixé réglementairement* ».

Le rapport comporte 148 observations relatives aux non-conformités constatées par le bureau de contrôle.

La vérification électrique des installations ayant été partielle et le rapport de vérification comportant des non-conformités, il est proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de faire réaliser le contrôle réglementaire de toutes les installations électriques et de justifier du retour à la conformité des équipements dans un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois